

Lutte de classe

A propos de la grève à la SNCF et la RATP

Fort de leur succès, après avoir brisé la grève des agents de l'Etat combattant pour conserver leurs régimes spéciaux de retraite, les dirigeants syndicaux jouent la carte de la division et de l'éparpillement pour aider Sarkozy à passer sa contre-réforme.

Au terme d'une réunion commune et au nom de six syndicats (CGT, FO, Unsa, CFTC, CFDT, CFE-CGC), le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste a déclaré : "*Le principe est acquis d'une nouvelle étape de grève "carrée" (24 heures) des cheminots pour peser sur la négociation*".

Alors que 10 jours de grève n'ont pas fait plier le gouvernement sur le maintien inconditionnel des 37,5 annuités, ce n'est pas une journée d'action des seuls cheminots qui y parviendra, surtout sur la base de "*négociations*" qui signifie l'acceptation par les dirigeants syndicaux du passage à 40 annuités, facteur démobilisateur et de division.

A la RATP, les dirigeants de la CGT ont annoncé déposer un préavis de grève pour le 12 décembre, l'Unsa et Sud ont indiqué ne pas se joindre à cet appel, la première jugeant la date "*prématurée*" et la seconde refusant encore le processus de négociations. Quant aux dirigeants de la CFDT, ils ont expliqué que les "*avancées*" de la direction de la SNCF sont "*significatives*" et les dirigeants de la Fgaac (agents de conduite autonomes) n'ont pas participé à cette réunion.

Les dirigeants de la CGT, qui ne manquent pas de cynisme, ont précisé que ces "*négociations se tiennent sous le contrôle des cheminots*", que la CGT "*sollicitera (it) leur intervention*" si nécessaire. Le secrétaire général de la CGT-RATP, Gérard Leboeuf, tenant le même discours a expliqué avoir "*pris (ses) responsabilités*" en entrant dans les « *négociations* », comme si les agents de la SNCF ou de la RATP leur avaient donné ce mandat. Bref, c'est une façon d'affirmer par anticipation : si les régimes spéciaux sont liquidés, ce sera de la faute des cheminots et des agents de la RATP, nous, les dirigeants syndicaux, nous avons fait notre boulot, rectifions, vous avez fait votre sale boulot de valets du gouvernement.

A ce propos, j'ai noté ici ou là des analyses plutôt curieuses expliquant que les dirigeants avaient joué leur rôle en respectant le mandat des AG ou en relayant leur position en appelant à la grève, tout en ajoutant qu'en acceptant de négocier avec le gouvernement, ils avaient trahi la grève des cheminots et des agents de la RATP. Que vaut au juste cette précision ?

En lisant cette interprétation du rôle tenu par les dirigeants syndicaux au cours de cette grève, on pourrait se dire, après tout, d'un côté les dirigeants syndicaux ont appelé à la grève en s'appuyant sur les AG, de l'autre, comme ils savaient que Sarkozy n'était pas disposé à céder, ils ont tenté de sauver ce qui pouvait l'être en "*négociant*" avec le gouvernement, par conséquent, ces dirigeants syndicaux ont parfaitement joué leur rôle, on ne peut donc rien leur reprocher.

Si j'ai bien compris, ils auraient adopté deux positions diamétralement opposées simultanément, car Thibault a lancé son appel à "*négociier*" en direction du gouvernement le premier jour de la grève, nous sommes bien d'accord, ce qui autorisait à accorder implicitement la même importance à ces deux positions, donc à faire croire aux travailleurs et aux militants que les dirigeants avaient été sincères lorsqu'ils avaient appelé à la grève, alors que chacun savait que c'était absolument faux.

En quoi auraient-ils respecté tout ou partie du mandat des salariés concernés, puisqu'en acceptant de "*négociier*" avec le gouvernement sur la base du passage à 40 annuités, ils savaient pertinemment qu'ils portaient un coup fatal à la mobilisation des agents de la SNCF et de la RATP, la fin de la grève n'étant plus désormais qu'une question de jours ?

Objection : mais les cheminots auraient très bien pu déborder les dirigeants syndicaux et prendre eux-mêmes le commandement de leur grève. Soyons honnête camarades, à quel moment y a-t-il eu un seul élément concret qui aurait pu permettre aux dirigeants syndicaux de penser que cette hypothèse aurait pu se réaliser contre le plan qu'ils avaient échafaudé en commun avec le gouvernement et perdre le contrôle de cette grève ?

Réponse aucun, car tous les partis politiques qui étaient derrière les militants syndicaux avaient relayé chacun à leur manière plus ou moins consciemment la supercherie qui consistait à faire un amalgame entre le maintien des 37,5 et les autres points du projet de loi du gouvernement, dont s'était servi justement les

dirigeants syndicaux pour pouvoir quand ils le voulaient prendre le prétexte de reprendre les "*négociations*" avec le gouvernement pour briser la grève. Pour inquiéter les dirigeants syndicaux, il aurait fallu que les travailleurs en grève s'organisent et fédèrent leur mouvement au niveau national indépendamment des dirigeants syndicaux de façon à se poser comme seuls interlocuteurs face au gouvernement. Or, la mobilisation des agents de la SNCF et de la RATP pour s'amplifier et se renforcer ne pouvaient se poser à ce niveau là qu'à l'appel ou avec le soutien de militants révolutionnaires ayant une claire compréhension de la situation sociale et politique, donc de militants engagés dans le combat pour en finir avec ce régime, et les dirigeants syndicaux savaient parfaitement qu'aucun parti politique important n'avait adopté cette perspective politique, CQFD.

La situation n'est pas identique à celle de 1995.

Le gouvernement n'a pas commis deux fois la même erreur, il a eu cette fois l'intelligence d'ouvrir simultanément la porte à la négociation sur les conséquences du passage à 40 annuités comme matière à marchandage, il a ainsi préparé le terrain afin que les dirigeants syndicaux aient matière à "*négocier*" et puissent s'en tirer avec les honneurs (de la honte), ce qui explique très bien que Sarkozy ait pu dire qu'il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu à l'issue de ce conflit.

Le gouvernement et les dirigeants syndicaux ont orchestré cet amalgame de façon à diviser les agents de l'Etat directement concernés bien avant le début de la grève, ce qui explique là aussi pourquoi Thibault a pu appeler à "*négocier*" entreprise après entreprise dès le 13 décembre au soir, c'était la deuxième étape du plan qu'ils avaient échafaudé ensemble.

Un élément permettait de comprendre ce qui était réellement en train de se passer : la division, qui existait au niveau des agents de conduite ou des conducteurs de train à la SNCF qui permettait de faire circuler un nombre important de trains ou tout du moins de ne jamais paralyser totalement le trafic ferroviaire.

Je ne sais pas si vous avez vu à la télévision les halls et les quais des gares en Allemagne et en Italie lors des dernières grèves qui ont été très suivis, ils étaient déserts. Comparativement, vous avez constaté qu'en France entre le 14 et le 23 novembre, ils étaient bondés. Et pourquoi d'après vous ? Parce que les voyageurs savaient qu'ils pourraient espérer prendre un train. Vous me direz qu'on leur avait assuré que la grève ne durerait pas au-delà du 14 novembre. Peut-être, mais au même temps des chroniqueurs expliquaient le contraire dans la presse nationale et les médias. Une grande partie des travailleurs qui se sont présentés sur les quais ont très bien pu penser la même chose que les dirigeants syndicaux en s'appuyant inconsciemment sur la situation politique en France, c'est-à-dire, intégrer l'absence d'un puissant parti politique proposant une issue politique et soutenant cette grève face à la détermination de Sarkozy, pour en déduire qu'elle ne devrait fatalement pas durer. De plus, les agents de conduite ont des salaires nettement supérieurs à la majorité des autres agents, ils sont donc le maillon faible. Les dirigeants de la Fgaac (agents de conduite autonomes) ont négocié en coulisses avec le gouvernement des compensations financières qu'une partie d'entre eux ont acceptées. La bonne volonté affichée du gouvernement de faire un *effort* supplémentaire en a persuadé d'autres de ne pas se mettre en grève ou de la cesser rapidement, Fillon martelant jour après jour qu'il ne cèdera jamais sur le passage à 40 annuités.

Mon hypothèse repose sur l'ensemble de ces éléments. Dès lors que le mot d'ordre de retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement n'était avancé par aucun parti, je ne vois pas comment les cheminots auraient pu par leurs seules forces trouver les moyens de le poser clairement et de trouver la forme d'organisation leur permettant de faire face au gouvernement et aux dirigeants syndicaux. Cela ne remet pas en cause la détermination des cheminots à affronter le gouvernement ni celle des militants révolutionnaires qui les ont toujours soutenus, cela explique seulement pourquoi leur grève n'a pas été à son terme.

La détermination de la bourgeoisie d'affronter directement le prolétariat est montée d'un cran depuis 1995, il fallait donc que du côté des cheminots elle soit aussi montée d'un cran pour l'affronter et le vaincre.

A aucun moment les dirigeants syndicaux n'ont défendu le maintien des 37,5 annuités, plus aucun militant ne peut l'ignorer. Dès lors, il était trompeur et inexact de prétendre qu'ils avaient relayé ou respecté le mandat des AG, il aurait fallu dire ou écrire qu'ils avaient toujours été à la remorque des AG et que c'était en fait contre leur volonté qu'ils avaient appelé à la grève, car ils ont toujours soutenu concrètement le gouvernement, ce que l'appel à négocier de Thibault confirmait.

Je peux me tromper, mais j'ai la conviction qu'il en faudra beaucoup plus pour faire reculer le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Pour que Sarkozy et Fillon aient pris eux-mêmes les choses en mains pour briser cette grève, démontre que c'est au niveau politique seulement que se situe désormais l'issue de tout mouvement social concernant l'ensemble du prolétariat et la majorité de la population. C'était déjà vrai en 1995, à la différence qu'en

novembre 2007, le PS s'est rangé ouvertement aux côtés de Sarkozy dénonçant cette grève, et la bourgeoisie fait front derrière Sarkozy ce qui n'était pas le cas avec Chirac, pour être bref.

C'est peut-être une mauvaise nouvelle pour ceux qui ne le savaient pas encore, mais au moins cela a le mérite de placer chacun devant ses responsabilités : soit continuer à se diviser et à tergiverser sur les moyens à mettre en oeuvre pour combattre le gouvernement, soit réaliser l'unité des militants révolutionnaires pour avancer vers notre objectif commun qui passe nécessairement par la construction du parti, un parti de combattants résolus à abattre le régime.

Autrement dit, si notre combat s'est limité au maintien des régimes spéciaux de retraite, nous avons subi une défaite, par contre si notre combat s'était situé dans une perspective révolutionnaire, nous aurions pu défendre les 37,5 annuités et avancer vers la construction du parti, nous aurions fait un pas en avant, même à une échelle modeste. C'est dans ce sens là que je n'arrête pas d'expliquer pourquoi nous ne combattons pas uniquement pour la satisfaction des revendications synonyme très souvent de défaites, mais pour en finir avec ce régime.

(source : AFP 06.12)